## Initiative de l'AISS Recherches & points de vue N° 7

## Conférence sur l'Initiative de l'AISS

Les attentes du public quant à l'avenir de la sécurité sociale

James G. Parkel

Janvier 2003

## Les attentes du public quant à l'avenir de la sécurité sociale

Conférence sur l'Initiative de l'AISS Vancouver, Canada, 10-12 septembre 2002

James G. Parkel Président AARP Etats-Unis

Chers membres et invités, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un privilège et un honneur que de représenter, à la présente conférence, l'AARP et ses 35 millions de membres. Je souhaiterais exprimer ma gratitude au Secrétaire général, M. Hoskins, pour son invitation et sincèrement remercier nos hôtes, ici en Colombie britannique et dans l'ensemble du Canada, de leur hospitalité.

Il y a environ 1600 ans, le grand philosophe Augustin, connu des catholiques romains sous le nom de Saint Augustin, a écrit ceci:

"L'espoir a deux filles: Colère et Courage. Colère quand les choses ne sont pas comme elles devraient être, et Courage de travailler à rendre ces choses meilleures".

C'est dans cet esprit que mon organisation, l'AARP, est en quête de changement social, changement qu'elle souhaite étendre au monde entier.

Pendant plus de 40 ans, nous nous sommes officiellement appelés "Association américaine des retraités" mais il y deux ans, nous sommes simplement devenus l'"AARP". Deux grandes raisons expliquent ce changement. Tout d'abord, bien qu'être retraité n'ait jamais été une condition pour être membre de l'AARP, nous avons constaté, en ce début de 21 eiècle, que plus de la moitié de nos membres exerçaient toujours une activité professionnelle et que cette proportion continuait de croître.

Deuxièmement, les activités de l'AARP ne se limitent plus à l'Amérique, elles s'étendent désormais au monde entier et continueront de le faire à un rythme plus rapide dans les années à venir. Nous avons conscience des rapports d'interdépendance entre les sociétés vieillissantes et leur économie et nous nous rendons compte que le vieillissement de la population mondiale modifie, et est modifié par, la manière dont nous faisons face, ici aux Etats-Unis, aux perspectives et aux défis qu'il présente.

L'augmentation spectaculaire de l'espérance de vie est l'une des grandes victoires du 20<sup>ème</sup> siècle. Ce phénomène s'explique en bonne partie par l'éradication des maladies infantiles et l'amélioration des systèmes publics de santé, de l'alimentation et du niveau de vie.

Cela étant, à partir des années cinquante, les taux de natalité ont commencé à baisser et sont tombés, dans certains pays comme l'Italie, en-dessous des taux de remplacement. A la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, cette baisse était devenue un phénomène mondial.

Le résultat est simple: le nombre de personnes âgées proportionnellement à la population mondiale augmente rapidement. D'ici à 2050, le monde comptera 2 milliards de personnes âgées contre 600 millions aujourd'hui.

Tous les mois, environ un million de personnes devient sexagénaire et 80 pour cent d'entre elles se trouvent dans les pays en développement. D'ici à 2050, les personnes âgées seront, pour la première fois dans l'histoire, plus nombreuses que les enfants. Cette évolution sismique de la démographie est désormais qualifiée, dans le monde entier, de "vieillissement mondial".

L'AARP axe ses efforts sur les problèmes du vieillissement mondial et s'implique de plus en plus au niveau international, car nous estimons que ces problèmes auront des effets sur la quasi-totalité des secteurs de la vie publique, sur nos économies, notre politique, nos soins de santé, nos infrastructures, comme les transports et le logement, et notre participation à la société.

Avant de poursuivre, je souhaiterais préciser, à l'intention de ceux qui ne connaissent pas bien notre système, que l'expression "sécurité sociale" a aux Etats-Unis un sens différent de celui qui lui est donné dans le contexte de l'AISS. Pour cette dernière, l'expression renvoie naturellement à la protection sociale générale de nos populations. Dans ce contexte, je parlerais de "sécurité économique" et de "garantie des moyens d'existence».

Aux Etats-Unis, l'expression "sécurité sociale" fait référence à notre programme fédéral de garantie des moyens d'existence des Américains à la retraite et des retraités handicapés. C'est ce programme que j'évoquerai lorsque j'emploierai l'expression "sécurité sociale".

Le grand défi auquel les Etats-Unis sont confrontés est le vieillissement de la très importante génération de l'après-guerre, celle du "Baby Boom", c'est-à-dire les 76 millions d'Américains nés entre 1946 et 1964. Aujourd'hui, près d'un Américain sur trois appartient à cette génération.

L'année dernière, l'AARP a publié un rapport qui a fait date, *Beyond 50: un rapport à la nation sur la sécurité économique*<sup>1</sup>. Ce rapport permet de mieux comprendre la façon dont les Américains, y compris les plus âgés des enfants issus du Baby Boom, conçoivent la sécurité économique au moment de la retraite et ce qu'ils attendent.

Beyond 50 est un rapport sans précédent. Dans le passé, l'étude des comportements et des attentes des "Américains plus âgés" a essentiellement concerné les plus de 65 ans. Or la question de la sécurité économique des personnes âgées ne se pose pas à 60 ou 65 ans mais bien avant.

La manière dont la population définit aujourd'hui la "retraite" a changé. Pendant des générations, la "retraite" a été définie par tous comme la "cessation de l'activité professionnelle". Or aujourd'hui 80 pour cent des personnes issues du "Baby Boom"

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Un résumé figure sur le site de l'AISS et a été distribué à la Conférence de Vancouver.

souhaitent pouvoir travailler, du moins à temps partiel, pendant ce qu'il est convenu d'appeler leur "retraite".

Nous avons adopté une approche unique en son genre en analysant la population de 50 ans et plus. Plutôt que de considérer les plus de 65 ans comme un tout, nous avons réparti la population âgée de 50 ans et plus en trois sous-groupes d'âge distincts sur la base des différences significatives de comportement face à la retraite, d'état de santé et d'espérance de vie. Il est possible, en comparant la situation économique réelle de ces groupes et leur vision des choses, de savoir dans quelle mesure l'évaluation qu'ils font de leurs perspectives de retraite est réaliste.

Le rapport de l'AARP Beyond 50 a littéralement modifié la conception que nous avons de la sécurité économique pour nos citoyens âgés. Nous avons constaté que les trois piliers traditionnels de cette sécurité, à savoir la sécurité sociale, les pensions privées et l'épargne, ont changé.

Ces trois piliers sont aujourd'hui au nombre de quatre: les pensions et l'épargne privées en sont un, l'assurance maladie en est un deuxième, les revenus du travail constituent le troisième et le quatrième, qui demeure le plus important, est la sécurité sociale.

Il ressort d'une enquête effectuée par le Employee Benefit Research Institute EBRI (Institut de recherche sur les prestations des salariés) dans les premiers mois de l'année que 7 salariés sur 10 pensent avoir suffisamment de moyens pour vivre confortablement leur retraite. Ces résultats sont antérieurs à l'effondrement des marchés boursiers mais tout prouve que même à cette époque, ils péchaient par optimisme.

Attachons-nous un moment aux pensions et à l'épargne privées. Un changement spectaculaire s'est opéré au cours des deux à trois dernières décennies puisque l'on est passé de régimes de retraite à prestations définies offerts par les employeurs à des régimes à cotisations définies reposant sur les salariés dans le cadre desquels les cotisations salariales sont investies dans des actions ou des fonds communs de placement.

Environ un tiers seulement des plus de 65 ans touche une pension et juste un peu plus de la moitié des préretraités actuels a une couverture de retraite, chiffre qui n'a pas changé depuis 1980.

Nous nous trouvons donc devant un transfert fondamental de la responsabilité du financement des régimes de retraite, et de l'orientation des investissements des fonds, des employeurs aux salariés.

Les régimes à cotisations définies donnent aux salariés une plus grande autonomie en matière d'investissement mais les exposent aussi à un plus grand risque. Les salariés sont désormais à la merci des marchés financiers et sont confrontés à un risque d'appauvrissement supérieur étant donné qu'ils peuvent liquider leur pension privée lorsqu'ils changent d'emploi.

Cette tendance s'est aussi traduite par des taux de participation inférieurs à ceux observés dans le cadre des régimes d'entreprise, car les plans à cotisations définies sont volontaires. De fait, l'absence de participation des salariés et des employeurs à des plans de pensions privés volontaires représente un grave problème pour l'avenir de la garantie des retraites aux Etats-Unis. Ce défaut de participation des salariés s'explique en grande partie par le fait que rares sont ceux qui ont le temps d'étudier les informations qui leur sont données et qui ont les connaissances nécessaires pour pouvoir prendre les bonnes décisions.

La baisse récente de la bourse et les récentes irrégularités comptables et erreurs de gestion des entreprises, qui ont entraîné des faillites comme celles d'Enron et de WorldCom, ont encore entamé la confiance des investisseurs actuels et potentiels et eu des conséquences néfastes injustes et navrantes pour de nombreux retraités actuels et futurs qui ont fait ce qu'il fallait en économisant et en investissant.

L'effet cumulé de l'effondrement du marché s'est soldé par une perte largement ressentie de revenus et d'épargne personnels, estimés à plus de 5 trillions de dollars. Des milliers de retraités d'Enron et de WorldCom ont enregistré des pertes financières catastrophiques tout comme plusieurs autres milliers de personnes dont la sécurité économique future, une fois à la retraite, dépendait des dispositifs de retraite offerts par ces entreprises.

La couverture médicale est devenue essentielle au bien-être économique de l'ensemble des Américains au cours des dernières années, en particulier de ceux âgés de 50 à 65 ans; le nombre de personnes non assurées dans cette tranche d'âge augmente. Le programme Medicare a été mis en place par les pouvoirs publics, il garantit une assurance-maladie aux personnes de 65 ans et plus, à celles qui ont une insuffisance rénale permanente et à certaines personnes handicapées. Il couvre 39 millions d'Américains.

Cela étant, même les personnes âgées de 65 ans et plus qui bénéficient de la couverture Medicare consacrent près d'un cinquième de leurs revenus aux dépenses de santé et pour les bénéficiaires démunis de Medicare, cette proportion est d'un tiers.

Il en résulte que les revenus du travail deviennent une partie plus importante de la sécurité des retraités et le nombre de personnes de plus de 50 ans qui devra travailler plus longtemps sera supérieur à celui enregistré au cours des décennies précédentes.

Indépendamment de ce que vous avez pu entendre ou de ce que vous entendrez, le principal résultat est le suivant: la Sécurité sociale demeurera le principal facteur pour la sécurité des moyens d'existence des plus âgés des Américains dans l'avenir.

Pour la plupart des retraités, la Sécurité sociale restera la source prédominante de revenus, assurant au moins 40 pour cent du revenu total, et représentera plus de 75 pour cent du revenu total des retraités à plus faible revenu. Sans les retraites versées par la Sécurité sociale, la moitié de l'ensemble des personnes de 65 ans et plus aux Etats-Unis vivrait dans la pauvreté.

Maintenant que j'ai examiné certains des principaux éléments de la sécurité économique des retraités aux Etats-Unis, se pose la question des mentalités. Il convient par ailleurs de s'interroger sur certaines controverses.

Tout d'abord, le soutien accordé à notre programme de sécurité sociale aux Etats-Unis est effectivement fort et provient de toutes les générations. Les jeunes estiment que les plus âgés méritent leurs prestations de sécurité sociale.

Il ressort d'une enquête récente du National Council on Aging (Conseil national sur le vieillissement) que les générations plus jeunes ne pensent pas qu'une part supérieure de leurs cotisations de Sécurité sociale devrait être consacrée aux enfants plutôt qu'aux personnes âgées. De fait, le scepticisme que suscite l'avenir de la Sécurité sociale chez les travailleurs plus jeunes ne doit pas être interprété comme une absence de soutien.

Dans la logique de cette tendance à un optimisme excessif concernant leurs propres moyens financiers, seuls 27 pour cent des adultes actifs actuels estiment que la Sécurité sociale sera une source essentielle de revenus à la retraite d'après l'Employee Benefit Research Institute.

Si curieux que cela puisse paraître, les retraités sont plus réalistes; en effet, ils sont 62 pour cent à penser que la Sécurité sociale est une source importante de revenus.

D'après un récent sondage d'opinions de FOX News, la majorité de tous les groupes d'âge aux Etats-Unis pense toucher des prestations de retraite de la Sécurité sociale. Neuf personnes âgées de 60 ans et plus sur dix le croient tandis que le chiffre pour le groupe d'âge des 18-34 ans est de 60 pour cent.

Seuls 31 pour cent de ceux qui sont toujours en activité pensent que leurs prestations seront égales à celles des retraités actuelles, d'après l'Employee Benefit Research Institute.

A l'AARP, nous croyons comprendre que les jeunes en particulier sont sceptiques quant à l'avenir du programme de Sécurité sociale. Nous pensons que notre Président et notre Congrès ainsi que l'AARP devraient accepter la responsabilité de faire face à ces préoccupations directement en s'efforçant de renforcer la sécurité budgétaire à long terme de la Sécurité sociale. Nous devons aussi léguer à nos enfants et à nos petits-enfants un système de retraite sur lequel ils puissent compter.

Nous pouvons naturellement attribuer la tendance à un excès de pessimisme au sujet de l'avenir des prestations de Sécurité sociale, du moins en partie, à tous les discours noirs tenus par les partisans de la privatisation de la Sécurité sociale ces dernières années.

Pour ce qui est du débat en cours aux Etats-Unis sur la question de la privatisation d'une partie au moins de notre programme de Sécurité sociale, la moitié environ de la population adulte est favorable à la proposition générale selon laquelle toute personne devrait placer une partie de ses cotisations de Sécurité sociale sur un compte privé placé à la Bourse.

Les options qui "permettent notamment de contrôler une partie de son propre argent" sont accueillies favorablement. Cela étant quand on ajoute aux questions de l'enquête certaines des compromis probables, comme la baisse des prestations de Sécurité sociale, l'importance des coûts de transition et la nécessité vraisemblable d'augmenter les cotisations pour couvrir ces coûts, les résultats sont différents. La majorité s'oppose alors à toute mesure de privatisation partielle.

La position de l'AARP sur la question de la privatisation est claire. Nous soutenons la création et le développement de comptes épargne retraite complémentaires individuels mais ces comptes devraient s'ajouter aux prestations garanties aujourd'hui versées par la Sécurité sociale et non les remplacer.

Les problèmes du vieillissement mondial sont prioritaires pour chacun d'entre nous. Ils exigent que les gouvernements, les entreprises privées et le public à l'échelle mondiale y prêtent une attention particulière. L'AARP souhaite travailler avec des organisations comme l'AISS.

Dans les années à venir nous nous apercevrons que nous partageons bon nombre des préoccupations par rapport à nos populations vieillissantes, aussi devons-nous coopérer pour trouver des solutions. Indépendamment de la diversité de nos approches, que notre pays soit développé, en développement ou qu'il en soit à un stade intermédiaire, nous souhaitons tous garantir à nos populations la sécurité économique au moment de la vieillesse.

Nous devons trouver des réponses à des questions telles que les suivantes:

• Les pays peuvent-ils soutenir le développement social et économique quand moins d'actifs financent un nombre croissant de retraités?

- Avons-nous les moyens de faire face à nos dépenses sociales actuelles, qu'il s'agisse de soins de santé, de pensions ou de satisfaction des besoins spécifiques aux personnes âgées?
- Comment préservons-nous et favorisons-nous l'insertion sociale et l'égalité en offrant des possibilités à toutes les tranches d'âge?
- Comment protégeons-nous nos citoyens plus âgés ainsi que les plus jeunes et les plus vulnérables?
- Quel sera l'effet sur les pays en développement et en transition d'un taux de croissance des populations plus âgées encore plus rapide?
- Comment ferons-nous face à l'afflux de travailleurs plus âgés? Aux Etats-Unis par exemple, d'ici à 2006, 40 pour cent de la main-d'œuvre aura plus de 45 ans. D'ici à 2015, 20 pour cent aura plus de 55 ans. Entre-temps, le nombre d'actifs âgés de 25 à 44 ans baissera.

Nous devons aujourd'hui déplacer le débat pour qu'il ne soit plus axé sur le nombre de personnes âgées dans le monde mais sur l'élaboration de politiques propres à faire face aux effets du vieillissement sur la sécurité économique future de nos citoyens, en particulier de nos citoyens âgés.

Et pour être efficaces, nous devons rester fidèles à nos cultures et traditions nationales. Nous devons savoir ce que nos populations veulent, quelle est leur position et quelles sont leurs attentes.

Quelle sorte de contrat social notre gouvernement a-t-il avec nos citoyens? Faut-il modifier notre contrat social? Oui, la rapidité avec laquelle le nombre de personnes âgées augmente place nos pays et nos gouvernements devant de nouveaux défis sociaux et économiques de taille. Il va sans dire que les défis diffèrent d'un pays à l'autre, d'où la nécessité de politiques et de programmes adaptés aux besoins propres de chacun.

Nous voulons tous conserver ou créer des programmes sociaux et des protections convenablement financés et viables à long terme. Nous voulons tous protéger nos citoyens plus vulnérables. Nous estimons que notre contribution peut être importante et que nous avons aussi beaucoup à apprendre. L'AARP est prête à faire tout ce qu'elle pourra mais elle demande aussi de l'aide face aux défis du vieillissement mondial qu'elle cherche à relever.

Il y a près de 60 ans, le 12 juin 1943, le Président du Conseil de la Sécurité sociale des Etats-Unis, Arthur Altmeyer, s'est adressé à un public international à New York en ces termes:

"La sécurité sociale dans un pays est dans l'intérêt de tous les autres pays, car elle contribue à la stabilité politique, au bien-être économique et est l'expression (...) de la foi dans la dignité et la valeur intrinsèque de l'homme. L'élaboration de programmes de sécurité sociale est essentielle à la fois pour la sécurité intérieure des pays et pour la sécurité internationale et la paix dans le monde."

Les paroles du Président Altmeyer étaient alors vraies. Elles le sont aussi aujourd'hui et le seront demain.